

MINABLE !

Le Président Sarkozy s'invite au Café du Commerce pendant 90 mn sur trois chaînes de télévision pendant que l'inquiétude et la colère sociale explose dans le pays.

On ne change pas une politique qui perd !



Dans un long monologue pitoyable face à des journalistes choisis, Nicolas Sarkozy a annoncé qu'il ne changeait pas de politique et qu'il continuerait les réformes engagées.

Certes, il a commenté la crise, il a plein d'« idées » à soumettre à la discussion des partenaires sociaux par exemple. Mais la seule mesure réelle annoncée est la suppression de la Taxe professionnelle : 8 milliards de nouveaux cadeaux aux entreprises et, comme cette taxe est payée par les entreprises aux collectivités locales, la « promesse » d'explosion des impôts locaux. Après le « paquet fiscal », Laurence Parisot, présidente du MEDEF, a toutes les raisons dire merci.

Rien pour les salaires, pas touche aux dividendes

Il s'annonçait le Président du pouvoir d'achat et il regrette jusqu'aux coups de pouce pour le SMIC. Par contre, Nicolas Sarkozy estime injuste de limiter les salaires des PDG même si leurs entreprises perçoivent des aides de l'État. Il est vrai que le salaire moyen des PDG du CAC40 n'est que de 6 millions d'euros en 2007. Et, en plus, il légitime les dividendes des actionnaires.

« Se serrer les coudes face à la crise » dit Nicolas Sarkozy. Tous les salariés auront compris se serrer la ceinture.

Agitation présidentielle

Jeudi soir, l'hyperactivité présidentielle s'est résumée à un verbiage pathétique. Cette nouvelle étape du sarkozysme écorne la fonction présidentielle même et sanctionne l'échec de sa politique. Le Président a déclaré qu'il avait le sens du ridicule. Il l'a été. On pourrait dire tant mieux, s'il n'y avait pas tant de drames derrière.

Riposter et inventer l'avenir, dès maintenant !

Une majorité des françaises et des français, tous les syndicats et toutes les forces de gauche estiment que ce n'est pas au monde du travail, à la population, de payer la crise du capitalisme.

Après le 29 janvier, gageons que les prochaines manifestations feront entendre des voix qui remettront à l'ordre du jour le pouvoir d'achat, l'emploi, la protection sociale et les services publics. Autant de domaines que la droite considère comme des problèmes et qui constituent, en fait, des solutions à la crise.

Le Parti communiste, ses militants et ses élus, sont engagés pour riposter à la politique dévastatrice du Président et pour ouvrir l'avenir. Dès maintenant.



www.pcf.fr